



## **Communiqué de presse**

### **Adresser l'insécurité énergétique en Afrique de l'Est grâce à la coopération régionale.**

Le cadre stratégique pour la sécurité énergétique lancé aujourd'hui à Kigali par la Communauté d'Afrique de l'Est en partenariat avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) va permettre aux pays d'Afrique de l'Est de lutter contre l'insécurité énergétique croissante affectant la région.

*« La déforestation, la hausse des prix du bois et du charbon, l'augmentation des importations de pétrole et de gaz représentent quelques uns des symptômes de l'insécurité énergétique à laquelle nous sommes confrontés en Afrique. Le nouveau cadre stratégique va renforcer la collaboration régionale et permettre des gains collectifs en matière de sécurité énergétique »,* a déclaré Andrew Mold, le Directeur par intérim de la CEA en Afrique de l'Est.

L'analyse de la CEA montre que le déficit d'approvisionnement en électricité affecte la croissance de l'ordre de 2 % à 5 % du PIB. En raison de leur dépendance excessive aux combustibles fossiles et de l'absence d'infrastructures de raffinage, les importations de produits pétroliers représentent plus de 10 % du PIB des pays d'Afrique de l'Est, impactant sur leurs performances économiques. Environ 90 % de la population de la région dépend également de la biomasse (charbon et bois de chauffage) comme source d'énergie, ce qui donne lieu à une déforestation massive dans tous les pays de la région et représente une menace à long terme pour la sécurité et la durabilité de l'approvisionnement en énergie.

Christophe Bazivamo, le Secrétaire général adjoint de la Communauté d'Afrique de l'Est, a déclaré : *« Sans un approvisionnement en énergie sûr et à un prix abordable, nous serons confrontés à des obstacles en matière de développement industriel et à une dépendance croissante vis-à-vis des importations, qui compromet notre balance des paiements et nos performances macroéconomiques. Sans "énergisation", il n'y aura pas d'industrialisation! »*

Le lancement du cadre stratégique pour la sécurité énergétique s'est déroulé lors de la réunion régionale annuelle de l'organisation en Afrique de l'Est, dont le thème est la mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale, la ZLECA. Plus d'investissements dans les infrastructures énergétiques sont nécessaires pour renforcer les relations commerciales sur le continent et assurer le succès de la ZLECA.

Le cadre stratégique vise à améliorer la sécurité et faciliter le financement de l'approvisionnement en énergie, afin de faire progresser la réalisation de l'objectif de développement durable n°7 sur l'accès universel à une énergie propre, abordable, durable et fiable.

M. Robert Nyavumba, responsable de la Division de l'Énergie au Ministère des infrastructures du Rwanda, a insisté : *« Une grande partie des progrès sociaux que nous cherchons à obtenir, en termes d'amélioration de l'éducation, de la santé, de la création d'emplois, de l'industrialisation, de l'efficacité des services reposent sur un approvisionnement fiable en énergie durable à un prix abordable. »*

Ce cadre renforcera la résilience de l'Afrique. *« Il fournira des orientations aux États membres sur la mesure, le suivi et la gestion de la sécurité énergétique dans les sous-secteurs de la biomasse, de l'électricité, du pétrole et du gaz »*, a conclu Yohannes Hailu, expert en énergie à la CEA.

---

Contact : Didier Habimana (+250 788 493 377), Priscilla Lecomte (+250 733 111 321)

*The subregional office for East Africa serves 14 countries: Burundi, Comores, RD Congo, Djibouti, Eritrea, Ethiopia, Kenya, Madagascar, Rwanda, Seychelles, Somalia, South Sudan, Tanzania and Uganda.*